

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

En Mai 2025, le contexte sécuritaire a été marqué par un calme relativement précaire et fragile dans plusieurs localités de la région par rapport au mois précédent. Cette situation pourrait expliquer également la baisse des allégations de violations de droits et d'abus. Néanmoins, on note la poursuite des affrontements armés, qui ont abouti à d'importants mouvements de populations et des incidents de protection.

On note également une faible couverture du monitoring de protection, en particulier dans les territoire de Walikale et de Butembo.

Territoire de Nyiragongo et la ville de Goma:

- Situation relativement calme. Cependant, des incidents liés à la criminalité ont été signalés.
- Des engins non explosés découvert à plusieurs endroits de Nyiragongo et Goma.

Territoire de Masisi:

- Plusieurs combats intermittents entre le AFC/M23 et les Wazalendo dans les localités de Mihara, Kanyatsi, Karinga, Misinga et Budurira.
- Menaces de restes explosifs de guerre dans plusieurs localités du territoire.

Territoire de Rutshuru:

- Intensification des combats entre le M23 et les groupes armés notamment les villages de Marangara, Rukarara, Kabingu, ainsi que des environs de Bambudans dans la zone de santé de Bwito.
- On note également une série d'attaques dans plusieurs villages de la zone de santé de Bambo, Birambizo et Kibirizi (Gourpement de Kihondo et Bambo).
- Plusieurs mouvements pendulaires et des déplacements internes vers les localités de Kizima, Kahe, Katsiru et Tongo.

Territoires de Beni:

- Des affrontements ont été signalés entre des factions de Wazalendo dans les localités de Kasaka et Vurondo dans le territoire de Beni.
- Des engins non explosés découvert dans les localité de Beni, Mataba et Oicha.

Territoires de Walikale:

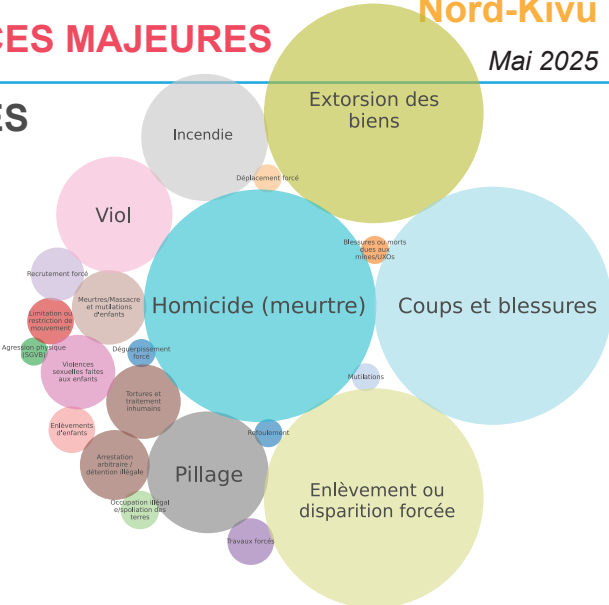
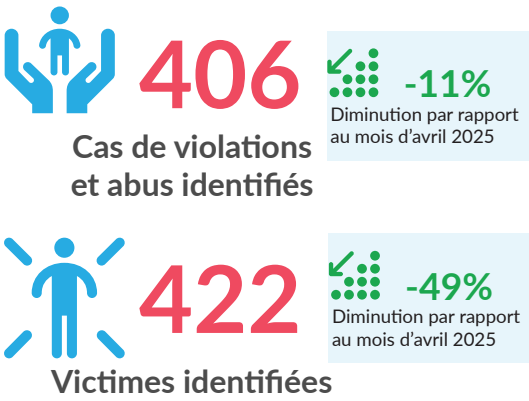
- Plusieurs affrontements intermittents entre le AFC/M23 et les Wazalendo à Katobo, groupement de Kitsimba.
- Des déplacements forcés vers Buhimba, dans le groupement d'Ihula, zone de santé de Pinga.



Accéder à la cartographie des acteurs de monitoring en cliquant sur l'image suivante:

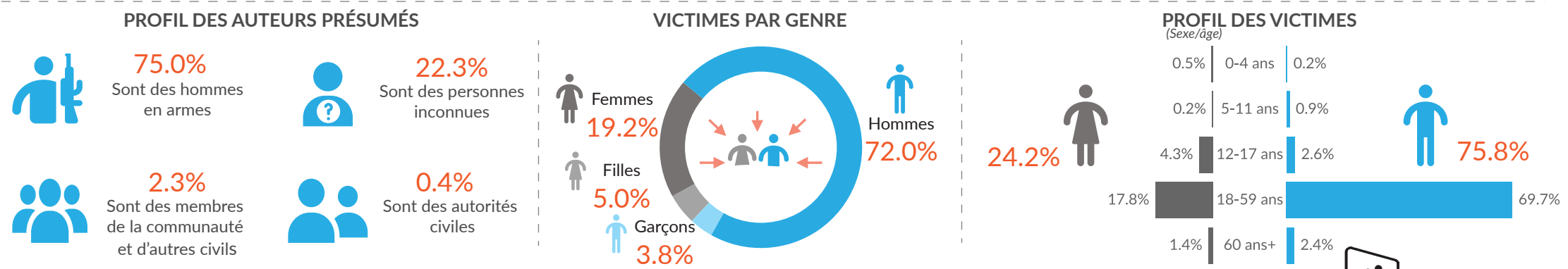
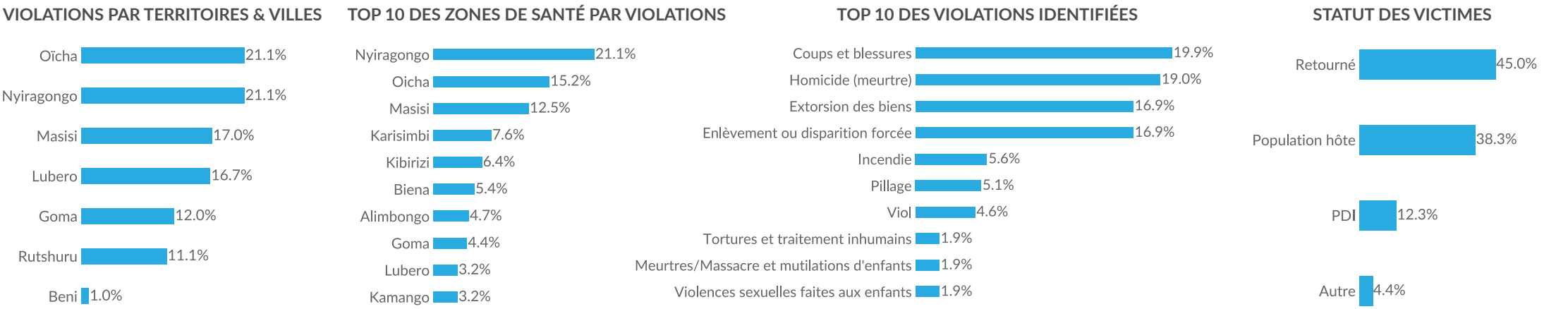
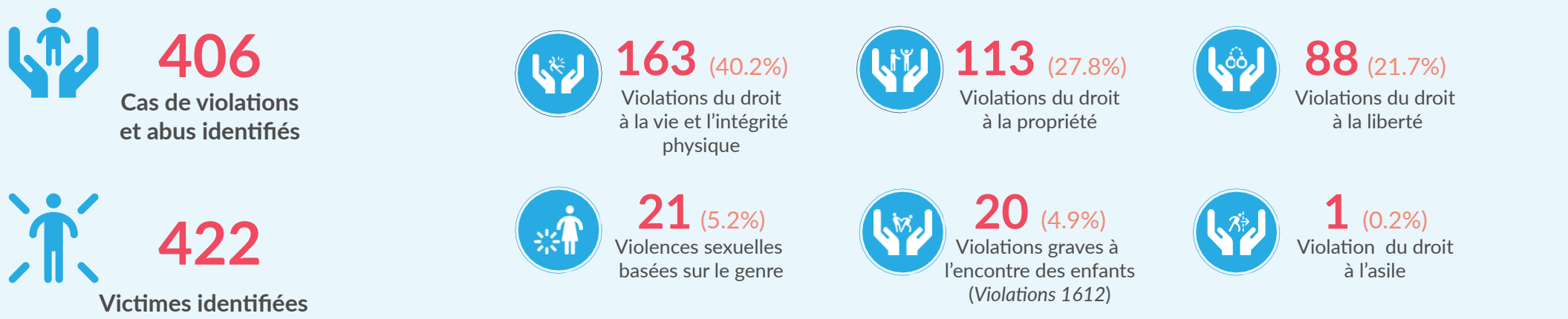


PRINCIPALES TENDANCES

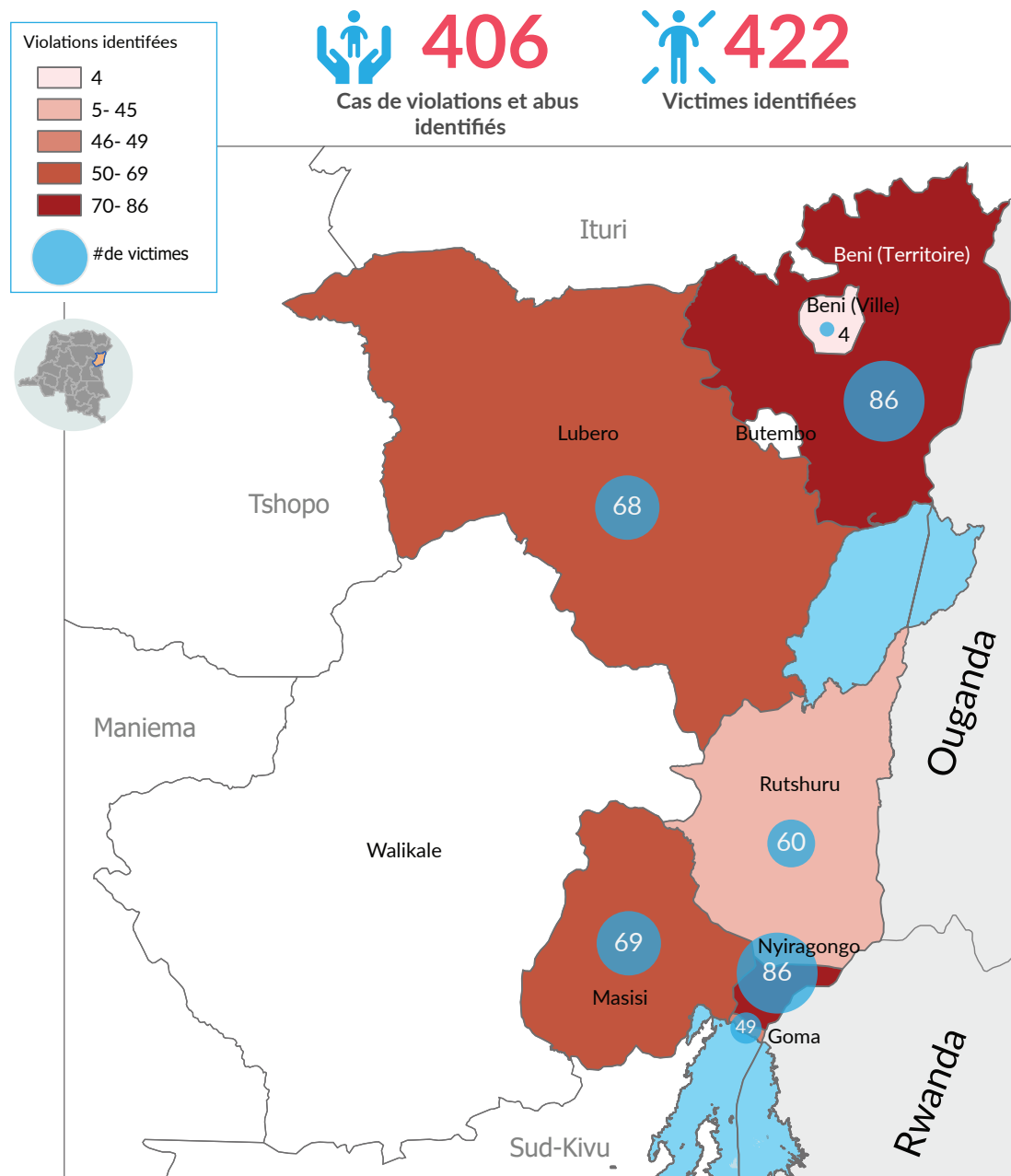


- Localités affectées** : La couverture du monitoring de protection a atteint **23** zones de santé dans le Nord-Kivu au mois de mai 2025. Le Nyiragongo et Beni sont les plus affectés avec chacun **21%** des violations identifiées, suivi du territoire de Masisi qui cumule 17% et du Lubero qui cumule 17%. La tendance est à la baisse dans la quasi-totalité des territoires par rapport au mois d'avril 2022. Cette baisse est plus observée dans les zones de retour comme Rutshuru qui cumulait durant tout le premier trimestre 2025 un pourcentage élevé de violations.
- Incidents majeurs** : **406** cas de violations aux droits ont été identifiées, en particulier les coups et blessures qui cumulent 20% des violations suivi des homicides avec 19%, les extorsions de biens (17%), des enlèvements ou disparitions forcées (17%), les incendies et pillages des biens (11%) et les viols (5%). Les cas d'homicides, en quasi-totalité lié à la criminalité, demeurent la principale violation depuis le début de 2025.
- Violences sexuelles basées sur le genre (VBG)** : Malgré la baisse des cas de VBG identifiés, **95%** des allégations de violences sexuelles basées sur le genre sont des cas de viol. Une tendance similaire à celles des mois précédents de l'année 2025.
- Atteintes aux droits à la vie** : **82** cas d'homicides/meurtres ont été identifiés, représentant 19% des violations identifiées et 46% des atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique, au mois de mai. Le territoire de Nyiragongo demeure le plus affecté avec plus de **33%** des cas d'homicides identifiés.
- Victime identifiée** : Plus de **76%** des victimes sont des hommes, dont l'âge varie entre 18 à 59 ans. Ces derniers sont, dans ce contexte de violences généralisées, les plus exposés aux risques de protection tels que les homicides (meurtres), les disparitions forcées, les coups et blessure et les extorsions de biens.
- Population affectée** : Les populations retournées continuent d'être les principales victimes de ces violations. Au cours de la période, **183** violations individuelles ont été identifiées affectant des personnes retournées soit **45%** des victimes identifiées au mois de mai. Cette tendance demeure la plus observée dans le territoire de Rutshuru.

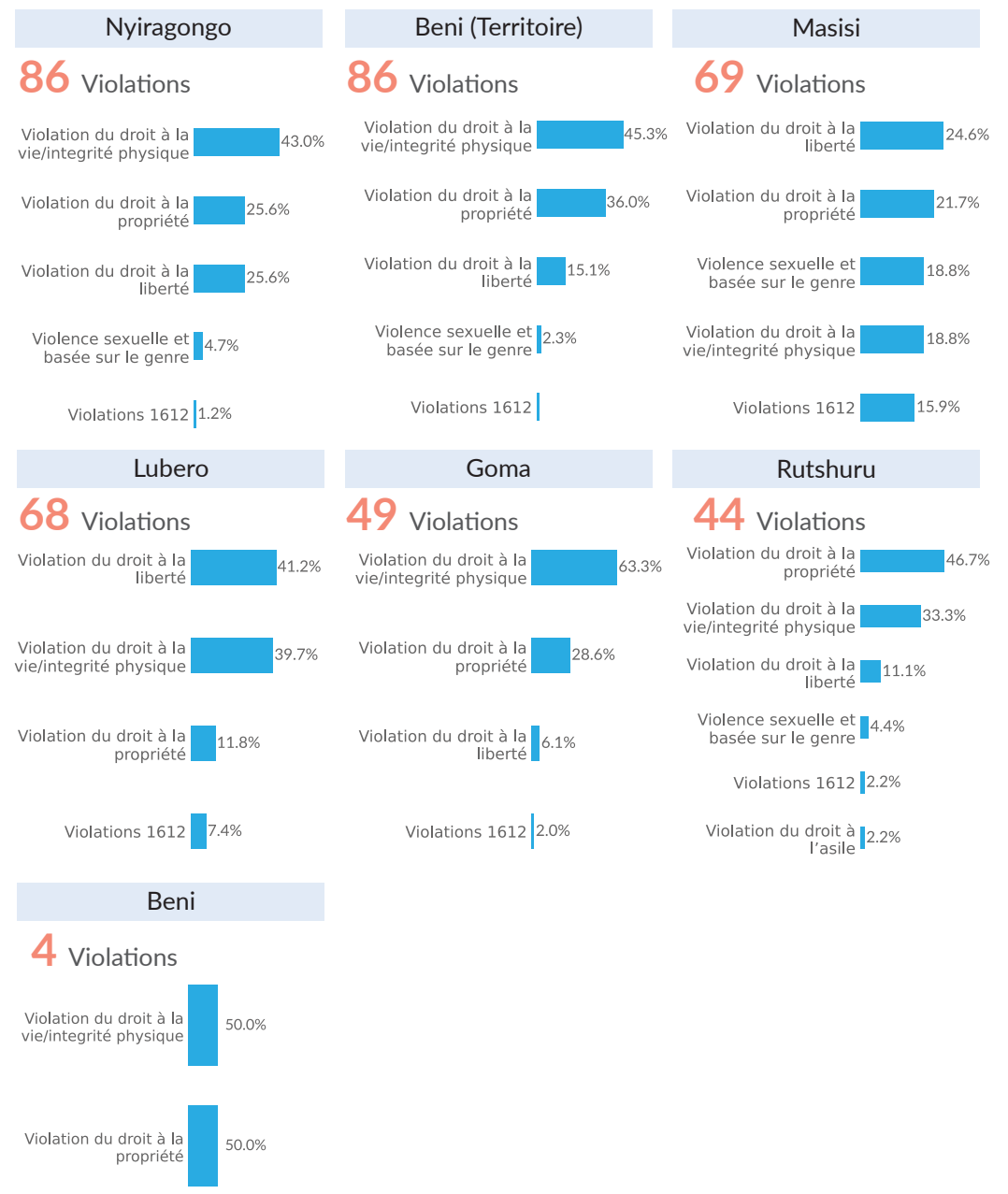
CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES



SÉVÉRITÉ DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



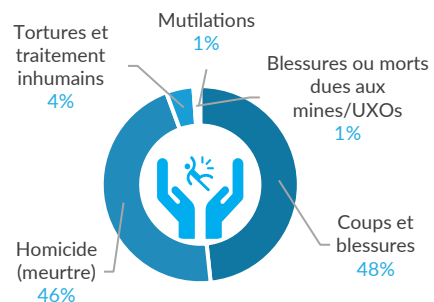
TENDANCE DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



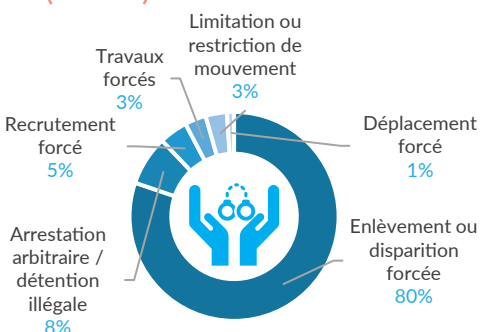
Les frontières, les noms indiqués et les désignations employés sur la carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle de l'Organisation des Nations Unies

ANALYSE PAR CATÉGORIE DE VIOLATION

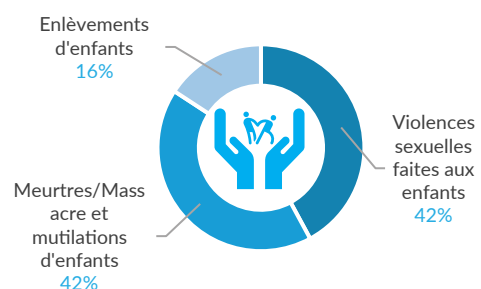
163 (40.2%) Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique



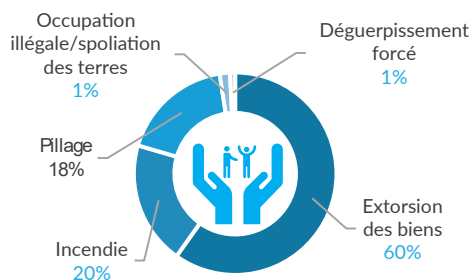
88 (21.7%) Violation du droit à la liberté



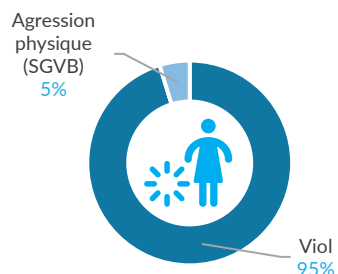
20 (4.9%) Violations graves à l'encontre des enfants (Resolution 1612)



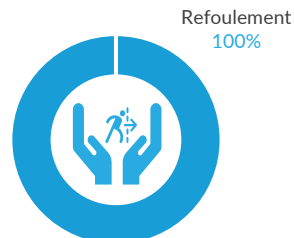
113 (27.8) Violation du droit à la propriété



21 (5.2%) Violences sexuelles basées sur le genre



1 (0.2%) Violations du droit à l'asile



ANALYSE DES TENDANCES ET RISQUES DE PROTECTION

La poursuite de la violence armée qui touche notamment les zones de contact entre l'AFC/M23 et les groupes armés / Wazalendo dans les Territoires de Rutshuru, Masisi et Lubero ainsi que les actes de criminalité dans les territoires de Nyiragongo et Beni, ont constitué les principales sources de violations des droits et de déplacements forcés dans la période de mai 2025. Dans les zones urbaines notamment à Goma et en périphérie, le banditisme armé constitue un facteur supplémentaire. En outre, l'insécurité qui persiste, la présence des REG/EEI, les conflits LTP dans les zones de retour pourraient, faute de mesures d'atténuation, compromettre la durabilité des retours. Il est important d'organiser la réponse d'urgence et de mettre en place des activités de résilience et de cohésion sociale appropriées là où cela est possible pour réduire les risques de protection auxquelles les populations sont exposées. Une importance particulière devrait être accordée à « l'approche sensible aux conflits » et au principe « ne pas nuire » dans la mise en place de ces activités.

Violences sexuelles basées sur le genre



L'escalade de la violence armée continue d'avoir un impact considérable sur la sécurité et le bien-être, notamment des femmes et des filles dans la province du Nord-Kivu. L'insécurité, les conditions de vie précaires marquées par la promiscuité dans les centres collectifs encore existant, dans les familles d'accueil et dans les zones de retour, constituent un terreau favorable à l'augmentation des risques de VBG. Le viol (95% des cas rapportés en mai) demeure le risque de VBG le plus élevé dans ce contexte. Une attention particulière devrait donc être accordée à la transversalité des thématiques « genre » et « VBG » dans toutes les activités à mettre en place, en particulier dans les zones de retour.

Protection de l'Enfant



Les violences sexuelles faites aux enfants et les meurtres/massacres et mutilations d'enfant constituent les risques les plus élevés, au regard des cas rapportés par le monitoring en mai 2025. Viennent ensuite les enlèvements d'enfants, en raison de la violence armée qui se poursuit, de l'affaiblissement du système éducatif, de l'absence des opportunités économiques et de la réduction de l'aide humanitaire, le recrutement et l'utilisation d'enfants.

Lutte Anti-Mines



Les affrontements armés récurrents sont caractérisés par une utilisation intensive d'armes lourdes, de projectiles et d'engins explosifs. Au mois de mai, 19 Restes Explosifs de Guerre (REG) découverts et rapportés dont 14 REG à Goma et ses environs, et 05 cas d'incidents identifiés faisant 11 victimes à Beni, Lubero et Rutshuru. La présence des REG/EEI constitue un risque pour le droit à l'intégrité physique et une menace pour les activités de résilience comme la relance agricole.

Logement, Terres & Propriétés



Les violations du droit à la propriété (28% des violations rapportées en mai) sont un facteur important de risques LTP au Nord-Kivu. Ces violations qui se traduisent parfois par la destruction de biens, les occupations secondaires demeurent élevées dans les zones de retour. En outre, l'affaiblissement des mécanismes de règlements habituels accentue les risques de conflits LTP. Cette situation qui peut nuire à la cohésion sociale et engendrer des conflits communautaires, pourrait être un obstacle aux activités de relance agricole.